



Assemblée Générale du 11 juillet 2013 Musée des Arts et Métiers

Rapport Moral
présenté au nom du Comité de Direction

La précédente Assemblée Générale de notre association avait été organisée au Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, le 9 mars 2012, et fut le cadre de la remise au Préfet coordonnateur des études, du second Livre Blanc des acteurs territoriaux sur le projet Seine-Nord Europe

Depuis cet événement, le projet Seine-Nord Europe a fait l'objet d'une actualité forte, particulièrement suivie par notre association et sur laquelle, elle n'a pas manqué de réagir et de contribuer.

★ ★ ★

1 – Les actions de l'association menées au cours du printemps 2012

- Une interpellation des candidats à l'élection présidentielle sur leur perception du transport fluvial et du projet Seine-Nord Europe

A l'occasion de la campagne présidentielle de 2012, l'association a pris contact avec l'ensemble des candidats à travers un courrier, présentant à la fois les bons résultats du transport fluvial, ses dynamiques en termes de bassins et de trafics, et l'intérêt, dans ce contexte, de la réalisation du projet Seine-Nord Europe. Ce courrier se terminait par un questionnement sur la volonté de chaque candidat de confirmer la mise en service prochaine de ce grand projet urgent pour la France et pour l'Europe.

Parmi les réponses reçues, nous retiendrons celle de François Hollande, alors candidat et futur Président de la République, qui, dans sa réponse, avait relevé les atouts du projet mais également son coût important, des effets jugés surestimés sur le report modal et la crainte que la batellerie française subira la concurrence de ses voisins du nord, belge et néerlandaise. Pour le candidat d'alors, il semblait important de tenir compte de l'ensemble des autres projets d'infrastructure et du contexte budgétaire particulièrement contraint, soulignant que sa priorité serait accordée à la remise à niveau et à la modernisation des réseaux existants.

- **Une action commune des membres du Bureau de l'association en direction du nouveau Président de la République**

Dès la fin mai 2012, Philippe Marini, Président de l'association, Daniel Percheron, Premier Vice-Président, et Michel Delebarre, Vice-Président, ont pris l'attache du nouveau Président de la République pour rappeler l'attachement des territoires à la réalisation du projet Seine-Nord Europe, le caractère européen de ce projet (offrant des perspectives de co-financement important de la part de l'UE et un accès aux project bonds), son impact en termes de croissance territoriale et de création d'emplois, et la possibilité de lancer ce projet dans les meilleurs délais.

Dans sa réponse datée du 1^{er} août 2012, le Président de la République a rappelé que les atouts du canal Seine-Nord Europe méritaient d'être considérés avec attention, mais qu'il avait souhaité, avant toute décision, lancer une réflexion globale sur l'ensemble des projets d'infrastructures (qui se traduira par la mise en place de la Commission Mobilité 21).



2 – Une association réactive aux soubresauts du dialogue compétitif

- **Organisation d'une réunion d'information sur les projets Seine-Escaut et Seine-Nord Europe à Cambrai le 13 septembre 2012**

Après une sortie médiatique remarquée du PDG de Bouygues construction, le 29 août 2012 annonçant « une suspension du partenariat public-privé », le Ministre délégué chargé des Transports, de la Mer et de la Pêche avait confirmé au travers d'un communiqué les difficultés de bouclage du projet et le lancement d'une mission d'analyse et de proposition portant sur la faisabilité financière du projet dans le cadre de la procédure en cours d'attribution d'un contrat de partenariat, confiée au Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) et à l'Inspection générale des finances (IGF).

Dans ce contexte, l'association a rapidement réagi en organisant à Cambrai, avec l'appui de François-Xavier VILLAIN, Député-Maire de Cambrai, et Jacques LEGENDRE, Sénateur du Nord, une réunion d'information sur le projet Seine-Nord Europe, placée « sous le signe de l'union sacrée ».

Les nombreux responsables politiques et économiques territoriaux présents ont fermement rappelé leur mobilisation et leur union en faveur de la réalisation du projet de canal Seine-Nord Europe. Soulignant tour à tour la nouvelle compétitivité dont bénéficieraient les territoires grâce à ce grand projet, les initiatives économiques qu'il génère et les emplois pérennes qui seront créés, les intervenants présents avaient alors encouragé l'Etat à poursuivre sa mise en œuvre et à solliciter des financements complémentaires auprès de la Commission européenne et de la Banque Européenne d'Investissement (BEI).

Pour le Président de l'association, il était alors « *urgent, non seulement de confirmer les financements de l'Etat et ceux des collectivités françaises, mais également de faire de Seine-Nord Europe la priorité française pour de nouveaux financements européens dans le cadre des programmes de financement du réseau trans-européen de transport (RTE-T) ou des futurs « project bonds » mis en place en juillet 2012 au niveau européen* ».

- **Une mobilisation amplifiée et un nouvel événement de soutien organisé au Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, le 22 février 2013**

Suite à la réunion de Cambrai, la mobilisation des parlementaires, décideurs économiques et acteurs territoriaux en faveur de la réalisation du projet Seine-Nord Europe s'est amplifiée au fil des mois.

Un premier communiqué intitulé « Seine-Nord Europe : garder le cap sans s'aveugler » proposé par Michel Delebarre, Vice-Président de l'association et co-signé par de nombreux parlementaires, et, a été diffusé en octobre 2012.

Ensuite, c'est à l'initiative du Député Stéphane Demilly et du Sénateur René Vandierendonck, que 78 élus et parlementaires de tous les horizons politiques des régions du Nord-Pas de Calais et de Picardie, dont de nombreux membres de l'association, ont co-signé le 15 février un courrier demandant au Premier ministre une audience sur ce projet. Cette demande d'audience a été écartée par le Premier ministre, qui a renvoyé les co-signataires vers le Ministre délégué chargé des Transports.

Pour conforter cette mobilisation et donner la parole à de nombreuses parties prenantes européennes, économiques et politiques, l'association Seine-Nord Europe a rassemblé le 22 février l'ensemble des forces vives des territoires concernés au Conseil régional Nord-Pas de Calais à Lille. Devant près de 200 participants, les responsables politiques et économiques français et européens présents ont rappelé combien la liaison fluviale à grand gabarit Seine-Escaut transfrontalière de Conflans à Gand, et son maillon manquant : le canal Seine-Nord Europe, constituaient un levier économique unique pour les territoires concernés et réaffirmé le consensus existant autour de ce projet fédérateur.

Invité à clôturer les débats, Frédéric Cuvillier, ministre délégué chargé des Transports, de la Mer et de la Pêche, avait alors assuré que la mobilisation des territoires avait été entendue et évoqué différentes pistes d'optimisation des orientations du projet et de sa maquette de financement. Se présentant comme le « Ministre des projets qui se réaliseront », Frédéric Cuvillier s'était engagé devant tous les acteurs présents à « proposer des solutions face au risque de l'abandon » parce que « la croissance passe par les infrastructures et par les grands chantiers ».

- **Des initiatives d'information, de relations presse et sensibilisation**

Tout au long de l'hiver 2012 et du printemps 2013, l'association a également mené un certain nombre d'actions de sensibilisation pour souligner l'importance de la réalisation du projet Seine-Nord Europe.

Ces opérations se sont traduites par la réalisation de communiqués de presse, en septembre 2012, en février 2013, l'organisation d'interviews avec la presse, le soutien d'opérations menées par d'autres associations ou cercles de parties prenantes, comme l'association Adéroise, et la sensibilisation de nombreux acteurs clés du transport et de logistique, à l'occasion de conférences et de rencontres parlementaires dédiés au transport et aux grands projets d'infrastructure.

★ ★ ★

3 – Une association mobilisée dans le cadre de la mission de reconfiguration du projet confiée au Député Rémy Pauvros

- **La sortie du rapport confiée à l'IGF et au CGEDD et le lancement d'une mission de reconfiguration du projet**

Suite à la mission lancée en septembre 2012, l'IGF et le CGEDD ont remis, fin mars 2013, leur rapport au ministre délégué chargé des Transports, de la Mer et de la Pêche.

Dans un communiqué daté du 26 mars 2013, le Ministre a souligné les éléments saillants de ce rapport, relativement sévères sur la situation du projet et sur « l'impasse financière de 2,6 milliards d'euros léguée (par le précédent gouvernement) » par rapport à la nouvelle estimation du coût du projet. Néanmoins, le Ministre a indiqué « ne pas faire sienne la conclusion de ce rapport » et décidé de

- l'arrêt de la procédure actuelle de partenariat public-privé qui ne manquerait de se heurter dans quelques mois à des impasses juridiques et financières si on la poursuivait ;
- la remise à plat du dossier dans ses aspects techniques : il installe à cet effet une mission de reconfiguration qui sera présidée par le député Rémy Pauvros ;
- la préparation sans tarder d'un nouveau projet qui pourra être présenté dès le premier semestre 2014 à la Commission européenne afin de pouvoir bénéficier de financements européens qui pourraient atteindre 30%.

Suite à cette annonce, l'association Seine-Nord Europe a appelé solennellement, via un communiqué, le Premier ministre à confirmer l'engagement du Gouvernement en faveur de la réalisation de Seine-Nord Europe, en vue d'une réalisation dans les meilleurs délais et dans l'intérêt de tous les territoires concernés.

L'association a également rappelé les délais serrés à tenir pour appeler à de nouveaux financements européens au premier trimestre 2014, la nécessaire confirmation des caractéristiques de grand gabarit européen Vb du projet dans le cadre de la mission de reconfiguration en cours, et la nécessité de déterminer les modalités les plus efficaces et rapides pour assurer le financement du projet.

Dans ce contexte et alors que les investisseurs économiques et les populations concernés s'inquiètent d'un éventuel report du projet, le Bureau de l'association Seine-Nord Europe a donc appelé le Premier ministre, via un courrier daté du 22 mai 2013, à bien vouloir :

- confirmer l'engagement du Gouvernement en faveur de la réalisation du projet Seine-Nord Europe qui pourrait être financé dans le cadre du Plan d'investissement à 10 ans évoqué par le Président de la République le 16 mai dernier,
- et confirmer son caractère prioritaire en vue d'une demande de subvention auprès de la Commission Européenne qui a rappelé le caractère résolument européen de ce projet, sa maturité et son éligibilité à de nouvelles subventions et à des financements « innovants ».

Dans un courrier de réponse daté du 20 juin 2013, le Premier ministre précise avoir transmis ce courrier au Ministre Frédéric Cuvillier, en lui demandant d'examiner le soin de recevoir le Bureau de notre association.

★ ★ ★

4 – Les perspectives pour l’année à venir : accompagnement de la mission confiée à Rémi Pauvros et poursuite des actions de soutien à la réalisation du projet

Les membres de l’association Seine-Nord Europe, sont plus que jamais mobilisés pour voir ce projet aboutir et constituer le relais de croissance et de création d’emplois attendu par tous et indispensable pour les territoires concernés.

Il apparaît ainsi essentiel de ne pas risquer de compromettre l’appel à des financements européens conséquents, sachant que la contribution financière de l’Europe pourrait passer de 330 millions d’euros à environ 1,5 milliard d’euros dans le nouveau cadre budgétaire européen 2014-2020. Rappelons dans cette perspective, que les délais sont très serrés et que de leurs côtés, les responsables wallons et flamands, partenaires de la France au sein de la Commission intergouvernementale Seine-Escaut, ont pris des engagements avec les aménagements liés à la liaison fluviale à grand gabarit Seine-Escaut.

C’est pourquoi, l’association s’est mise à la disposition des responsables ministériels concernés et du Député Rémi Pauvros, en charge de la mission de reconfiguration du projet, pour contribuer dans les meilleurs délais à la réalisation effective du projet.

D’ici aux recommandations de la mission de reconfiguration, attendues pour la fin du premier semestre 2013, l’association poursuivra ses actions de promotion et de soutien du projet, à l’image de la conférence « Seine-Escaut / Seine-Nord Europe : une réponse durable aux enjeux industriels, logistiques et territoriaux du XXIème siècle », organisée ce jour dans la foulée de l’Assemblée générale.

Notre association suivra également avec intérêt les suites données aux recommandations de la Commission Mobilité 21 sur le projet de Schéma National des Infrastructures de Transport (SNIT), où elle regrette fortement l’absence remarquée du transport fluvial, notamment en ce qui concerne la desserte des ports maritimes. Rappelons qu’au sujet du projet de canal Seine-Nord Europe, cette Commission a précisé que celui-ci « *s’inscrivant dans le réseau européen de transport (RTE-T)* », il avait été « *exclu du périmètre d’analyse* » de la Commission, rappelant que « *le ministre délégué chargé des transports a confié, le 26 mars 2013, une mission de redéfinition du projet Seine-Nord Europe au député Rémi Pauvros* ».

Néanmoins, il semble difficile aux yeux de l’association d’aborder la question de la politique des transports du pays, sans évoquer l’avenir de ces grands projets européens. C’est pourquoi notre association suivra avec vigilance les débats parlementaires qui seront organisés sur la base des recommandations de cette Commission.